

S'engager pour un Québec sécuritaire.

Plus qu'une carrière !

Conseillère ou conseiller juridique et accès à l'information

1 poste à pourvoir

Offre de mutation : 11500MU042546906001

Poste professionnel

À la recherche de défis stimulants ? Vous n'êtes qu'à quelques clics de faire la différence !



## La mission de la Commission québécoise des libérations conditionnelles

« Contribuer à la protection de la société tout en favorisant la réinsertion sociale graduelle et sécuritaire des personnes contrevenantes »

### Au quotidien

La personne devra notamment :

- conseiller les autorités dans les domaines du droit carcéral, du droit administratif, des libérations conditionnelles et de l'accès à l'information ainsi que dans l'application de toute autre loi ayant une incidence sur les activités de la Commission ;
- offrir un soutien juridique aux membres/décideurs administratifs en matière de prise de décision et auprès des gestionnaires et du personnel pour la résolution de problématiques pratiques ;
- assurer la veille juridique, la veille jurisprudentielle ainsi que la veille judiciaire et diffuser les renseignements pertinents auprès du personnel ;
- effectuer la liaison avec le Procureur général du Québec pour toutes représentations devant les tribunaux administratifs et judiciaires, ou représenter si requis, la Commission devant les tribunaux administratifs et judiciaires.

### Profil recherché

La personne qui viendra combler cet emploi doit :

- posséder un bon jugement, faire preuve de tact et de diplomatie dans ses échanges ;
- faire preuve d'autonomie, de rigueur et démontrer des aptitudes à composer avec le changement ;
- posséder un bon sens de l'organisation et des responsabilités ;
- posséder d'excellentes connaissances juridiques dans les domaines du droit carcéral, du droit administratif, des libérations conditionnelles et de l'accès à l'information - *posséder une connaissance du Code criminel constitue un atout important.*

### Rémunération

Entre **56 719 \$** et **114 344 \$** annuellement, selon l'expérience.

### Les avantages

- Travail en mode hybride (télétravail/présentiel)
- 20 jours de vacances annuelles après un an d'ancienneté
- Assurances collectives
- Régime de retraite à prestations déterminées
- Formations et perfectionnement

### Conditions particulières

Exigence de l'emploi :

- faire partie du personnel de la fonction publique du Québec;
- appartenir à la classe d'emploi d'avocate ou d'avocat et notaire ;
- être membre en règle du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec ;
- doit satisfaire aux exigences d'une enquête de sécurité.

### Période d'inscription

Du 25 mai au 14 juin 2023 à 23h59

### Pour postuler ou pour toute information sur le processus de dotation

[dotation-drh@misp.gouv.qc.ca](mailto:dotation-drh@misp.gouv.qc.ca)

#### Informations sur les attributions de l'emploi :

Madame Line Bourgeois  
Directrice générale et Secrétaire  
[line.bourgeois@cqlc.gouv.qc.ca](mailto:line.bourgeois@cqlc.gouv.qc.ca)

Nous recherchons des candidates et des candidats dans les régions de Québec ou de Montréal.

Le poste à pourvoir est situé au 300, boulevard Jean-Lesage à Québec ou au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.